



SIXIÈME PARTIE

REVUE DE PRESSE

Et maintenant, que fait-on de ces églises qui sont devenues des boulets aux pieds de l'archevêché tellement elles sont peu fréquentées?

On s'en départit, voilà tout.

Après Saint-Colomban, Notre-Dame-du-Rosaire, Sainte-Thérèse et Saint-Jean-de-Brébeuf, qui ont toutes été vendues les unes après les autres, voilà que l'archevêché confirme ce que je vous avais déjà annoncé, c'est-à-dire qu'il se départit de l'église Saint-Sacrement de la rue Kennedy Nord. Puis, on vendra aussi l'église Christ-Roi, située au centre-ville - angle Brooks et Aberdeen. Ensuite? Il y en aura d'autres...

La question qu'un peu tout le monde se pose maintenant est la suivante: est-ce Marie-Paule Kirouac profitera de la mise en vente de l'église Saint-Sacrement pour réaliser son rêve, qui consiste à agrandir la Maison Aube-Lumière?

Le curé de la paroisse, Daniel Jodoin, promet qu'on offrira à Mme Kirouac la possibilité d'égaliser la meilleure offre reçue pour l'ancien presbytère et l'église qui sont jumelées à la maison pour personnes atteintes d'un cancer en phase terminale, et qui existe depuis huit ans. La Maison Aube-Lumière, qui repose en bonne partie sur la générosité du public, ne suffit pas à la demande parce qu'elle ne compte que 10 chambres.

Déjà, un mécène, en l'occurrence le riche homme d'affaires Robert Morin, qui combat lui-même un cancer, se dit prêt à offrir jusqu'à 100 000 \$ à la paroisse pour acheter l'édifice et en faire cadeau par la suite à la Maison Aube-Lumière.

Robert Morin se dit également disposé à déboursier un montant identique pour acquérir l'église Christ-Roi, au centre-ville, le jour où l'on voudra s'en départir.

«Je la redonnerais ensuite aux responsables de certains organismes communautaires qui oeuvrent au centre-ville, comme les travailleurs de rue par exemple», m'a-t-il confié.

Le hic, dans le cas de l'église Saint-Sacrement, c'est que l'agente immobilière chargée de la vendre aurait déjà reçu quelques offres d'achat supérieures au montant proposé par le mécène.

«Ce sont toutefois des offres très basses que je ne qualifierais pas de raisonnables. Ce qui serait raisonnable serait d'obtenir au moins la moitié de la valeur municipale qui est de 652 000 \$», confie le curé Daniel Jodoin, qui aide avoir besoin de cet argent

urgents à l'église de la paroisse voisine, Sainte-Famille, appelée à accueillir les pratiquants errants.

La Maison Aube-Lumière pourrait peut-être aussi se contenter d'une partie des installations voisines.

«Ce qui est à vendre est cinq fois plus grand que la Maison Aube-Lumière actuelle, alors Mme Kirouac n'a probablement pas besoin de tout ça comme espace. Elle pourrait peut-être s'entendre avec l'acquéreur éventuel pour obtenir ce dont elle a besoin et le reste de l'édifice pourrait servir à d'autres fins», commente l'abbé Jodoin.

Il ne faut toutefois pas oublier la vocation particulière de la Maison Aube-Lumière, qui accueille des malades en phase terminale. Alors, il ne faudrait quand même pas que l'on transforme l'église Saint-Sacrement, en tout ou en partie, en un troisième Vieux Clocher, et qu'on y présente des spectacles bruyants.

////

En discutant avec Robert Morin, je lui ai fait remarquer que la journée d'aujourd'hui marquerait le sixième anniversaire d'un célèbre acquittement: le sien. Il se serait bien passé que je lui rappelle cette histoire.

Le 5 juin 2000, le policier Pierre-Paul Bourassa (qui a repris du service) et lui, deux amis d'enfance, étaient en effet acquittés d'avoir agressé une jeune femme de 30 ans le 26 mars 1999, dans un immeuble cossu à multiples logements du quartier Nord de Sherbrooke.

L'histoire avait fait beaucoup de bruit à l'époque. Elle est évidemment devenue un boulet aux pieds de Robert Morin depuis.

«Ah! mon Dieu, s'est exclamé ce dernier. C'est une affaire qui m'a marqué au fer rouge, même si j'ai été acquitté deux fois plutôt qu'une. Encore récemment, lors d'une émission de lignes ouvertes à la radio, j'entendais quelqu'un dire que ce n'est pas parce qu'on est acquitté deux fois qu'on n'a rien fait. Même après tant d'années, ça fait mal d'entendre cela.»

Depuis cette affaire, les personnes qui connaissent Robert Morin ont pu constater qu'il n'est plus le même homme. Sa santé en a pris un coup. Une hépatite et un cancer de côlon lui ont fait la vie dure depuis.

«Il n'y a pas un médecin qui va être prêt à témoigner que toute maladie vient du stress, mais je peux confirmer que ça change quelqu'un de passer pour un trou du c... et un goujat dans sa propre

Les jeunes jasant de sexualité précoce

La Tribune, samedi 6 mai 2006 Actualité p. 40

GILLES FISETTE

gilles.fisette@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Qui de mieux que les jeunes eux-mêmes pour parler aux jeunes du problème de la sexualisation précoce?

C'est ce qu'a déduit le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) qui a proposé le projet Prévenir et réagir ensemble aux directions des écoles secondaires de la région.

Comme le rapporte la responsable du secteur prévention et sensibilisation, Josée Anctil, un peu moins de la moitié de ces écoles a mobilisé des jeunes autour de ce projet. Le CALACS est prêt à repousser quelques dates limites pour permettre

aux retardataires de se joindre à ceux qui ont répondu à cet appel.

C'est en février que le CALACS a proposé son projet aux écoles. Il leur a expliqué ne pas vouloir demeurer inactif face au problème de la sexualisation précoce des jeunes qui est visible notamment dans leur habillage.

Le CALACS veut que les jeunes proposent une façon qui fera réfléchir sur la problématique via les médias de la télévision et de la radio. Les jeunes intéressés doivent donc proposer un clip télé de 30 secondes ou une annonce radio de 30 secondes qui pourrait être celui retenu pour être produit et diffusé à travers certains médias régionaux dès septembre 2006.

Le concours est ouvert à chaque que école secondaire de chaque commission scolaire, publique ou privée. Le concours cible tous les élèves des secondaires 1 à 5.

Lors d'une finale qui se tiendra au Vieux Clocher de Sherbrooke, le jeudi 22 juin, dans le cadre de la Semaine estivale de prévention des agressions à caractère sexuel, deux prix seront attribués aux gagnants. Ces deux prix détermineront le message qui sera diffusé à la télé ainsi que celui qui sera diffusé à la radio.

Le Groupe Cogeco TQS, Radio-Canada produira et diffusera le message télé gagnant. La radio Génération Rock produira et diffusera le message radio gagnant.

gnant.

«À travers nos animations en milieu scolaire, nous nous sommes aperçus que les jeunes se questionnent beaucoup par rapport à leur sexualité. Ceci nous a amené à faire une demande de subvention au Fonds régional d'investissement jeunesse de l'Estrie. Le but du projet FRIJ que nous avons intitulé Prévenir et réagir ensemble n'est pas de moraliser les jeunes face à ces phénomènes de sexualité précoce et de sexualisation dans l'habillage mais de les rendre critiques face à ceux-ci. Nous ne voulons pas leur donner des réponses toutes faites mais les aider à se poser les bonnes questions», a expliqué Mme Anctil.

La Tribune, mardi 23 mai 2006
opinions p. 14

Le véritable drame des victimes

À travers les événements médiatisés de l'affaire Guy Cloutier, nous avons décidé de nous positionner et de dire notre opinion haut et fort à tous ceux et celles qui ne connaissent pas tout à fait la problématique des agressions à caractère sexuel.

Nous avons toutes subi et nous subissons encore les conséquences de cet acte de pouvoir. Nous sommes de plus en plus heurtées

de voir à quel point les agresseurs sont traités comme des victimes. Des thérapies sont offertes à eux, ils ont le droit d'être protégés par la confidentialité, ils ont une multitude de choix devant eux. Bref, ils refont leur vie et la population oublie. Mais nous, les véritables victimes, qu'est-ce qui s'offre à nous?

Nous devons apprendre à vivre avec les conséquences de leurs

émotions. Nous devons trouver des mécanismes de défense, apprendre à ne pas surprotéger notre entourage et souvent refaire notre réseau social puisque celui-ci a été dissipé par la dénonciation.

Nous devons constamment vivre avec l'injustice d'avoir été manipulées, de voir les possibilités qui s'offrent à l'agresseur, de voir que les gens oublient, de vivre avec la

peur des menaces et de l'impuis- sance. Nous devons nous-mêmes reprendre notre pouvoir.

À toutes celles qui n'osent pas en parler, des gens sont là qui vous croient et vous soutiennent.

Celles qui n'ont pas oublié et qui ne le feront jamais. Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel

Lave-auto du CALACS

SHERBROOKE. — Les gens du CALACS-Estrie, en collaboration avec la famille de Julie et Isabelle Boisen, tiennent pour une quatrième fois leur lave-auto annuel. L'événement qui est en voie de devenir une tradition se déroulera aujourd'hui sur les terrains de l'école Montcalm.

Les profits seront entièrement versés au Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de l'Estrie afin de poursuivre les campagnes de prévention de la violence faite aux femmes.

Des amis des deux sœurs Boisen, décédées de façon tragique, participeront à ce lave-auto afin de commémorer leur mémoire.

Entre 9 h et 17 h, il en coûtera 5 \$ pour faire laver sa voiture, 10 \$ pour un camion et 5 \$ de surplus pour l'intérieur. Pour les dons dépassant 10 \$, un reçu de charité sera remis.

Des prix seront remis aux personnes qui viendront faire laver leurs véhicules durant ces deux journées.

La Tribune

Samedi 17 juin Actualités / 4

Douche froide et chamois contre les agressions sexuelles

Laura Martin

laura.martin@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Non. Il n'y avait absolument aucune voiture crotée. Pas de graffitis en boue sur la tôle. Oui, bien quelques taches grumeleuses sur des pare-brise, restants de moustiques kamikazes, mais c'est tout. Les semaines complètes de pluie ont au moins un avantage...

Pourtant, samedi et hier, 530 baignoires sont passées sous la douche froide et les chamois du 4e lave-auto du Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) de l'Estrie, organisé conjointement avec la famille Boisvenu.

Les conducteurs ne s'arrêtaient donc pas dans la cour de l'école Montcalm par fierté automobile, pour avoir la carrosserie si nette qu'on s'y voit la binette.

Ils s'arrêtaient simplement par appui à la cause. À celle de cette famille sherbrookoise qui a été coupée en deux par le tragique. Et cet appui, il s'est changé en coups de broses, qui se sont changés en dollars, en plus de 6000 \$.

Le montant — le double de celui amassé l'an dernier — sera totalement investi dans la prévention des agressions et la sensibilisation à la drogue du viol.

«Nous sommes très fiers. Ça n'a pas arrêté une minute», disait Jasmine Noël, à la fin de sa journée de savon en mousse et de



IMACOM, CLAUDE POULIN

Corbell, en pause d'astiquage. Isabelle était une leader, une *entertainer*. Elle nous donnait de l'énergie. On se donne à fond pour essayer de compenser son absence.»

Malgré la tristesse des circonstances, la vingtaine de bénévoles et amis de la famille avait résolument le goût de réussir: ce qu'Isabelle avait entrepris.

«Avec le décès d'Isabelle, les gens sont encore plus sensibilisés. Ils nous le disent», a ajouté Christian Boisvenu, le fils de Pierre-Hugues et Diane, qui ont tous passé le week-end les mains dans l'eau.

«Nous n'avons pas d'enfant, mais nous avons un grand amour des enfants. Ce qui est arrivé à cette famille nous a bien sûr touchés profondément, avouait Richard Dubreuil et Eve-Marie Hébert, en prenant place dans leur fourgonnette brillante comme un sou neuf. Et les agressions sexuelles deviennent un problème social important. Quand nous avons vu la pancarte, nous avons tout de suite eu envie de contribuer de cette manière-là.»

En plus d'avoir changé de site, le lave-auto a joué cette année d'une campagne de publicité monstre, qui a visiblement porté ses fruits.

«Et nous allons continuer. Année après année. De toute façon, le problème des agressions ne se règlera pas demain matin, poursuit Jasmine Noël. En apparence, le lave-auto s'est déroulé comme tous les autres. Mais pas dans nos coeurs. Julie et Isabelle sont avec nous. Elles sont nos deux alliées. Et elles nous aident.»

Christian Boisvenu et son père Pierre-Hugues ont passé le week-end à astiquer des voitures, lors du 4^e lave-auto du CALACS-Estrie. Organisé par Jasmine Noël, l'événement, qui se déroulait pour la première fois en l'absence de son instigatrice, Isabelle Boisvenu, a permis de recueillir plus de 6000 \$.

soleil tapant.

C'est elle qui a repris le flambeau, ou plutôt le seat d'eau, de son amie Isabelle Boisvenu dans l'organisation de l'événement. Isabelle avait mis sur pied ce moyen de financement à

la suite du décès violent de sa soeur. Comme tout le Québec l'a su, la cadette est elle-même décédée dans un accident de voiture en décembre dernier.

«Son absence paraît, disait Marie-Hélène

la Tribune lundi 19 juin 2006 actualités p. 3

Catherine Fredette présente son *Excentric*

de la région de
ROULX

Les émissions de télévision, les magazines ou les vidéoclips regorgent peut-être d'images stéréotypées de la femme. L'industrie de la mode cherche peut-être à hypersexualiser nos enfants. Peut-être que le monde de la porno est en train de détruire la sexualité de toute une génération. Mais des ados qui cherchent des solutions à tous ces problèmes et qui restent optimistes face à l'avenir, il y en a. Catherine Fredette est de celles-là.

Le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de l'Estrie (CALACS) l'a

d'ailleurs invitée à prendre le micro lors de son gala clôturant la semaine de prévention des agressions sexuelles, ce jeudi, afin de donner son opinion sur le sujet. « Dans le cadre de mon projet de fin d'études, j'ai créé un magazine, *l'Excentric*, afin de dénoncer les pratiques de l'industrie et de faire passer son message », lance l'étudiante de 17 ans.

« Je suis outrée de voir l'exploitation que l'on fait des femmes dans les médias. C'est ridicule qu'il y ait toujours une femme à moitié nue à côté d'un produit pour le vendre. Elle n'est plus considérée comme une personne humaine, mais comme un objet de désir », dénonce-t-elle.

« Si toutes les femmes com-

prenaient que nous sommes influencées par ces compagnies qui cherchent à s'enrichir sur notre dos, si elle refusaient d'acheter de la musique sexistes comme 50 cents, les choses changeraient », croit Catherine.

Distribué dans toutes les classes du Collège Mont-Notre-Dame, *l'Excentric* a fait jaser. Mais reste que selon elle, les trois quarts des étudiantes de son école sont très influencées par tout ce qui leur est offert.

« La majorité d'entre elles sont contre l'hypersexualisation des femmes, mais elles restent cette industrie en achetant des vêtements hyper sexy. Elles alimentent elles-mêmes le phénomène », dit-elle, déçue.

Cette finissante souligne, au passage, la difficulté pour plusieurs de trouver des vêtements de la bonne taille. « Les chandails sont toujours trop courts et les tailles des pantalons sont trop basses. Même moi, qui ai un poids



IMAGINAIRIE PIGLIARD

Il y a des ados qui cherchent des solutions aux problèmes d'exploitation du corps de la femme et qui restent optimistes face à l'avenir. Catherine Fredette est de celles-là.

normal, j'ai du mal à m'habiller. Les tailles sont étranges en magasin, elles sont beaucoup plus petites qu'avant, mais la population a-t-elle tant maigri? » se questionne-t-elle.

Catherine croit que cette tendance est faite pour suivre la mode, pour que les gens n'aient pas le choix d'acheter ce que l'industrie du vêtement offre. « Plus les vêtements sont petits, plus nous sentons qu'il faut maigrir. Nous sommes donc portés à dépenser pour atteindre un but que nous ne réaliserons jamais. N'est-ce pas une belle façon de faire de l'argent? »

Elle sent que la société commence à se réveiller sur le problème, « mais il manque encore beaucoup d'information. Si dans les magasins de vêtements d'enfants, on ne leur offre que des trucs sexy, c'est certain qu'ils en voudront. Il faut autre chose », s'insurge-t-elle.

Exaspérée, Catherine Fredette l'est peut-être. Mais elle reste positive malgré tout. « Je ne me gêne pas pour dire ce que je pense, mais je pense qu'avec mon attitude, je peux faire changer les choses. »

le
de
ra
bor
lire
ssel.
ante
àpha
therin
rière.
toine
lende

Fête du Canada - Parc Jacques-Cartier - 1er juillet

PROGRAMMATION

11 h à 16 h : tente des enfants et jeux gonflables, maquillage, ballons, livres jeux

12 h : hot-dogs gratuits pour les 1 500 premières personnes et concert de l'Harmonie de l'Estrie

14 h : ouverture officielle au plancher de danse, cérémonie d'assermentation des nouveaux Canadiens, hymne national

15 h 45 : musique et gâteau


19 h 30 : spectacle de Sylvain Duguay

21 h : spectacle de Andrée Watters

22 h 30 : feux d'artifices

Venez en grand nombre, toutes les activités sont gratuites!

Président d'honneur :
M^e Jean Sylvestre



Concept Electronique
900, Bowen Sud 563-8250

RÉPARATION

- ✓ vidéo
- ✓ téléphone
- ✓ télévision
- ✓ micro-ondes
- ✓ système de son
- ✓ télécommande

Marco Bégin (Technicien)

20424
Je fais des ESTIMATIONS par téléphone.

Contracto PORTES ET FENÊTRES ALUMINART ARCHITECTURAL INC. RECOMMANDÉ CAA MANIPULATION

Un produit fierement québécois, en aluminium ou en PVC. Manufacturier depuis 32 ans

Les concepteurs de Duo ont tiré profit de la noblesse de l'aluminium et de la performance technique du PVC.

En alliant les qualités de ces deux matériaux, la fenêtre Duo atteint un nouveau sommet d'élégance et de performance. L'intérieur en PVC lui confère des caractéristiques supérieures d'étanchéité, d'isolation et de rigidité structurale. L'extrusion d'aluminium est réputée pour sa robustesse, son esthétisme et sa grande souplesse d'agencement de couleurs.

ESTIMATION GRATUITE À DOMICILE

Garantie 25 ans

QUALITÉ / PRIX DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER

4376, BOUL. BOURQUE ROCK FOREST • (819) 820-8800

UN PROBLÈME DE FAMILLE AVANT L'ÉCOLE

Sans être dramatique, le phénomène des tenues vestimentaires provocantes pose certaines difficultés dans les écoles de Sherbrooke. Des soucis qui pourraient être évités, si les parents assumaient davantage leurs responsabilités.

CATHERINE THUMANN
redaction.sherbrooke@hebdolesquebecor.com

« Prenons l'exemple d'une jeune fille qui se présente à l'école, le matin, en gilet bedaine. Avant d'arriver, elle a bien dû quitter son domicile. Les premiers qui auraient dû déterminer leurs limites, c'étaient ses parents », observe Michel Bernard, directeur général adjoint de la Commission scolaire de la région de Sherbrooke (CSRS).

Le Comité de parents de la CSRS n'a quant à lui jamais abordé la question en réunion,

selon sa présidente, Danielle Tear.

Tout en relativisant l'ampleur du problème qui, selon lui, touche une minorité d'adolescents, Michel Bernard reconnaît que la tenue vestimentaire est un cas « extrêmement difficile à gérer ».

« Dans une école de 2000 élèves, comment voulez-vous affronter plus de 800 valeurs familiales différentes ? », s'interroge-t-il.

L'uniforme, une fausse solution

« Dans mon école privée, on portait l'uniforme. Mais dès qu'on sortait, on l'enlevait, parfois même en se déshabillant dans les couloirs devant tout le monde », témoigne Marie-Lise Martel, jeune auteure d'un message télévisé sur la sexualisation précoce.

À Sherbrooke, chaque école adopte son code vestimentaire.

Marie-Lise Martel se rappelle une règle pour le moins dissuasive dans un établissement public. « Si l'on venait en camisole à bretelles, ils nous sortaient une affreuse chemise à carreaux que l'on devait porter toute la journée », raconte-t-elle.

Où sont les cours d'éducation sexuelle?

Comme Josée Ancil, responsable de la prévention et de la sensibilisation au Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) de l'Estrie, Marie-Lise Martel regrette qu'il n'y ait pas de cours d'éducation sexuelle à l'école.

« Alors qu'il faut de plus en plus développer le sens critique des jeunes par rapport à ce qu'on leur vend, c'est aberrant d'avoir supprimé les cours de Formation person-

nelle et sociale », critique Josée Ancil.

Michel Bernard répond qu'il existe encore des volets dans les programmes pour en parler, mais que ce sujet ne trouve pas sa solution dans le seul cadre des cours. « Aujourd'hui la sexualité est intégrée dans toutes les matières, chaque professeur est libre d'en parler », explique Marie-France Desrochers, enseignante à l'école 'Tournesol de Windsor.

« Comme si un professeur de géographie ou de mathématiques pouvait parler de sexualité », a du mal à concevoir Marie-Lise Martel.

Au-delà des apparences, la sexualisation précoce ne semble pas avoir envahi les écoles sherbrookoises. « L'école est une micro-société, certes, mais il n'est pas si facile d'y exprimer pleinement ce genre



Josée Ancil

de valeurs. Nos intervenants constatent en revanche une évolution inquiétante à travers l'habillement des jeunes, et les récits de leurs fins de semaine », a conclu Michel Bernard.

UNE PETITE CAPSULE TÉLÉVISÉE QUI EN DIT LONG

« Attention à vos enfants, c'est peut-être le vôtre ». C'est avec ce message, illustré par la métamorphose d'une petite fille en poupée aguicheuse, que la jeune Sherbrookoise Marie-Lise Martel a choisi de prévenir les parents

sur la sexualisation précoce. Depuis septembre, la Cégepienne voit défiler sa capsule de trente secondes sur les ondes de TQS et Radio-Canada.

CATHERINE THUMANN
redaction.sherbrooke@hebdolesquebecor.com

JdeS : Comment as-tu pris conscience du problème de la sexualisation précoce?

M.L.M. : C'était en secondaire 5, alors que je me promenais avec une amie dans le parc Jacques-Cartier. Derrière une fenêtre, nous avons observé une discothèque pour enfants de 8 à 12 ans. Mais ils ne dansaient pas comme des bambins qui ont du plaisir. Ces préadolescents étaient bercés par les chansons du groupe de rap 50 Cents. Si l'on prend la peine de les traduire, certaines paroles sont de véritables invitations à la fellation.

JdeS : As-tu vu des attitudes vraiment choquantes?

M.L.M. : Ce qui m'a traumatisée, c'est de voir deux fillettes s'embrasser sur la bouche. Les garçons semblaient déconnectés.

J'ai vu un petit gars se faire attraper contre son gré. Il essayait de s'enfuir, mais les filles s'asseyaient sur lui et l'embrassaient... Moi qui voulais faire une vidéo sur la beauté innocente des

enfants, j'étais servie!

JdeS : C'est donc à ce moment-là que tu as choisi de parler de la sexualisation précoce?

M.L.M. : J'ai réalisé, ce soir-là, que les parents ne pouvaient pas voir ce qui se passait avec leurs enfants. Car quand ils arrivaient, ils changeaient radicalement d'attitude.

Je devais justement monter un projet personnel qui respectait les valeurs du programme scolaire. J'ai aussitôt changé mon idée de film sur la beauté des enfants, pour parler de leur sexualisation précoce. Le concours du Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) m'a permis de traiter ce thème.

JdeS : Quels sont, selon toi, les causes de cette précocité dans le comportement des enfants?

M.L.M. : La pire affaire que j'ai écoutée quand j'étais adolescente, c'était les Spice Girls. Aujourd'hui, des attitudes comme celle de Britney Spears sont largement plus provocantes. Et elle ne me fera pas croire que ses chansons



Marie-Lise Martel

première version de mon clip, non diffusée, a fait monter les larmes aux yeux de mes camarades car elle était très choquante.

J'ai constaté, par ailleurs, que certaines vedettes, comme la chanteuse Pink, prenaient la peine de faire passer le message.

LA MÉTÉO DU WEEK-END

par Mireille Roberge

Samedi
Maximum : 6°C
Minimum : 4°C
Nuageux

Dimanche
Maximum : 2°C
Minimum : -2°C
Possibilités d'averses à 70 %

Retrouvez Mireille et sa chronique météo, du lundi au vendredi, dans le bulletin de nouvelles TVA 18 h

Source: Environnement Canada 16/11/2005 - 16 h

TVA TÉLÉ 7
100 OUTREBOR MEDIA
tva.canoe.com

le vendredi 17 novembre 2005

<p>Pierre Francoeur Président et chef de la direction</p>	<p>Sarah Beaulieu Directrice générale</p>	<p>CHRONIQUEURS Jean Arel André Perrier</p>	<p>PETITES ANNONCES Jeanne-D'Arc Fortier</p>
--	--	--	---

EFFETS DE MODE ET SEXUALISATION PRÉ

Si les gilets bedaine sont à la mode cette année, le comportement des adolescents, et leur sexualisation précoce continuent d'inquiéter, à Sherbrooke comme ailleurs.

CATHERINE THOMANN
www.lesnouvelles.com

« Saviez-vous qu'il y a vingt ans, les filles se questionnaient sur comment bien embrasser, alors qu'aujourd'hui, elles sont préoccupées par comment faire une bonne fellation? »

C'est avec cette acroche que le Centre de santé des femmes et de l'éstrie a invité, mercredi, le public sherbrookois à une discussion. Le sujet a trouvé des intéressées, puisque plus d'une vingtaine de femmes ont répondu à l'appel.

Après avoir retracé des extraits d'émissions en vogue chez leurs enfants, les mères se sont dites surprises par leur contenu. « Tout le monde fait le même discours, mais c'est fallé dévoter, sans critique des jeunes faces qu'ils regardent volontairement, ou reçoivent passivement à travers les publicités », commente Sylvie-Marie Pouliot, coordonnatrice des services et à la programmation du Centre de santé des femmes.

Les garçons

Sont aussi concernés

Facilement observable sur les tenues portées par des filles de plus en plus jeunes, le phénomène ne se limite toutefois pas aux filles. « Les filles se font remarquer par leur rôle de gangster macho », illustre Josée Anctil, responsable de la prévention et de la promotion de la santé au Centre de santé des femmes et de l'éstrie (CALACS) de l'Éstrie.

Une découverte de

la sexualité plus brutale

Perte d'estime de soi, détérioration de l'image corporelle, troubles alimentaires, les conséquences cachées de la mode « sexy » seraient sans doute plus nombreuses qu'on l'imagine.

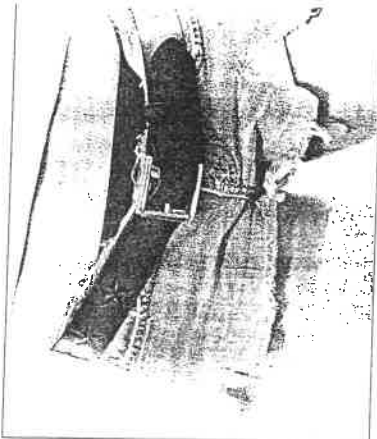
La banalisation du « gang bang » (sexualité de groupe), des relations et des relations précoïtes, chez une minorité de spécialistes, selon les repères sont bel et bien troublés.

« Depuis trois ans, nous analysons le phénomène et nous constatons que les jeunes mettent de moins en moins de limites à leur sexualité. Tout est au banal », s'inquiète Josée Anctil.

Selon elle, des sexologues ont déjà constaté un changement éloquent dans leur clientèle: « Ils reçoivent de plus en plus de clients dans la vingtaine, qui ont déjà eu une expérience sexuelle, et qui sont, par défaut, plus matures, proches de basculer dans l'abstinence », rapporte-t-elle.

Le danger selon Josée Anctil, se joue à long terme chez les filles. « Prenons une jeune femme, même consentante, qui découvre la sexualité avec une relation amale. Des années plus tard, elle peut réaliser que ce n'est pas la pratique qu'elle aurait dû choisir si jeune. Elle a alors le sentiment d'être retardée, d'avoir vécu une agression », imagine-t-elle.

D'après les intervenants du milieu, un vent de conscientisation souffle sur la société québécoise en ce moment. Des filles du collège Mont Notre-



Si l'habillement n'implique pas forcément le passage à l'acte sexuel, il peut

pris de retirer de leur école les vestes douces pour les filles, et de faire circuler une pétition contre l'exploitation de l'image corporelle de la femme.

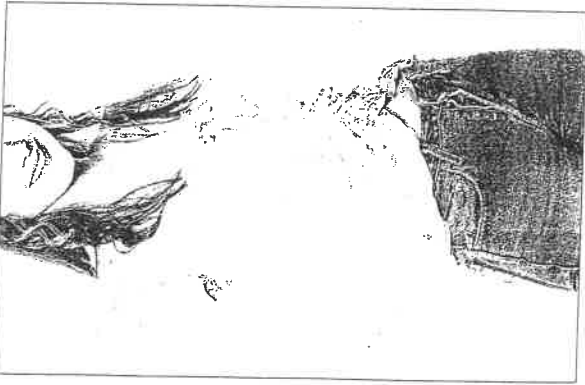


Photo: PHOTODISC.COM

Laisser la victime cheminer à son rythme

RENÉ-CHARLES QUIRION
rene-charles.quirion@latribune.qc.ca

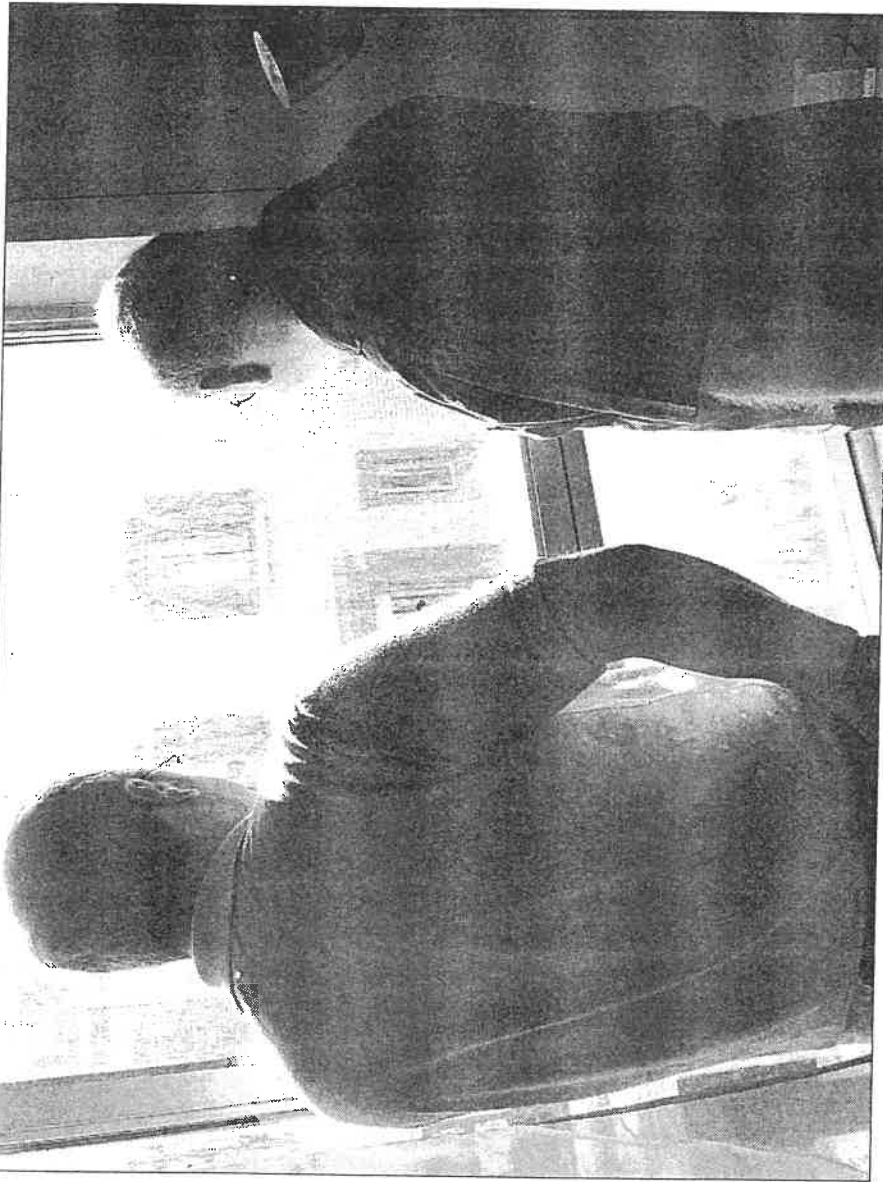
SHERBROOKE — Respecter, consolider, mais surtout ne pas juger et ne rien précipiter, telle semble être la clé de l'appui attendu de la part des conjoints des victimes d'agressions sexuelles.

Bien que le cheminement soit différent pour chaque couple qui vit les contrecoups de ces événements non désirés, Ryan et Pierre ont accepté de témoigner de leur vécu en tant que conjoint de victime d'agression sexuelle.

Si ces événements traumatiques passés viennent toujours hanter les femmes victimes, un élément déclencheur les incite souvent à entreprendre un cheminement psychologique ou avec l'aide du Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour reprendre cette liberté qu'elles se sont fait prendre sans leur consentement.

Ryan avait une grande crainte, elle de ne pas être à la hauteur pour secondar sa conjointe dans son cheminement visant à tourner définitivement la page sur ce triste épisode de son passé.

«J'ai respecté la vitesse à laquelle la conjointe souhaitait régler ces événements qu'elle a vécus dans un passé. Ça prend le temps qu'il faut. Il faut être présent et compréhensif. Pourquoi elle paierait pour ces événements dont elle n'est pas cause?» se demande Ryan, dont l'épouse a été agressée sexuellement dans sa jeunesse.



LA TRIBUNE, RENÉ-CHARLES QUIRION

Pierre et Ryan ont supporté leur conjointe respective lors du cheminement qu'elles ont fait pour régler leur problématique reliée à l'agression sexuelle subie dans leur enfance.

L'épouse de Pierre a aussi vécu une situation d'inceste au sein même de sa famille adoptive.

«Elle s'est fait voler tout ce qu'un enfant a droit dans un milieu sain. Ces agressions avaient laissé des

marques profondes qui sont ressorties lors d'événements subséquents. C'est à ce moment qu'elle s'est décidée à confronter ce qu'elle avait vécu afin de reprendre le contrôle sur sa vie», explique Pierre.

Les deux hommes ont laissé leur conjointe cheminer à leur rythme en la laissant partager ce qu'elle voulait et garder pour elle ce qu'elle souhaitait ne pas dire.

«À la maison, elle recevait tout

l'appui dont elle avait besoin. C'était difficile à vivre pour elle, mais je crois qu'elle se sentait bien en raison de notre appui. Nos enfants savaient aussi pourquoi ces gestes étaient posés. Pour les victimes, ce cheminement sert davantage à reprendre leur liberté qu'à se venger. Que l'agresseur paie, ça ne donne pas plus de liberté», soutient Pierre.

Actualités / Le CALACS fait le choix de la prévention

«Chaque personne est le maillon d'une chaîne»



IMAGIN. FRÉDÉRIC CÔTÉ
La porte-parole du CALACS de l'Estrie, Josée Ancitil, invite la population à participer à la journée de prévention estivale des agressions sexuelles qui se tient aujourd'hui au Carrefour de l'Estrie et dans les bars du centre-ville de Sherbrooke.

Au cours de la journée, un kiosque de prévention sera érigé dans le mail central du Carrefour de

l'Estrie en collaboration avec l'Association des familles de personnes assassinées ou disparues (AFPAD)

fondée par Pierre-Hugues Boisvenu. Des démonstrations d'auto-défense par le sensei Chantal Lepage

seront effectuées à intervalles réguliers au cours de la journée.

En soirée, des équipes du CALACS se rendront au centre-ville et aux célébrations de la Fête nationale au Parc Jacques-Cartier afin de distribuer des cartons de prévention.

«Nous ne parlons jamais assez des consignes de prévention. Il est important de savoir comment réagir car peu de personnes ont été confrontées à ce type d'événement. Il est important de prendre conscience que les jeunes hommes et jeunes femmes doivent prendre soin les uns des autres. Chaque personne est le maillon d'une chaîne de prévention», soutient Josée Ancitil.

Le CALACS de l'Estrie est le seul au Québec à tenir cette activité spécifique au début de la saison estivale dans le cadre d'une semaine thématique sur la prévention des agressions sexuelles.

«Nous avons fait le choix d'être à l'avant-garde en matière de prévention», soutient Josée Ancitil.

RENÉ-CHARLES
QUIRION

rene-charles.quirion@la Tribune.ca

SHERBROOKE — Tel que le souhaitait sa famille et ses amis, le décès tragique de Julie Boisvenu n'aura pas servi à rien.

À la suite de l'enlèvement, de l'agression sexuelle puis de l'assassinat de la jeune femme de 27 ans en juin 2002, le CALACS de l'Estrie a entrepris de sensibiliser la population aux agressions sexuelles au début de l'été.

«Lors des deux premières années, la journée était centrée autour de commémoration du décès de Julie. Depuis deux ans, la journée a pris une tangente vers la prévention au début de la saison la plus à risque pour les agressions sexuelles. Il était important de conserver cette journée», explique la porte-parole du CALACS, Josée Ancitil.

La violence sexuelle cause à des douleurs chroniques physiques

SHERBROOKE — «Il y a toujours une partie mentale à toute maladie physique. Tant qu'un événement de violence sexuelle passé n'aura pas été digéré, les interventions des spécialistes ne peuvent rien amener.»

Professeur à la faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke, le Dr Le Mai Tu insiste après des futurs médecins sur l'importance de considérer la sexualité humaine sous toutes ses facettes, particulièrement au plan des violences physiques.

Selon elle, certaines chirurgies pour régler des problèmes de douleurs chroniques au bas du corps sont réalisées inutilement.

«La violence sexuelle qui a pu être subie par une personne ne doit pas être négligée. Les médecins de première ligne doivent être sensibilisés au fait que des problèmes psychologiques peuvent engendrer un problème physique. Il est important de sensibiliser à la connotation avec les agressions sexuelles», soutient le Dr Tu.

Elle cite en exemple une femme de 26 ans qui a subi neuf chirurgies au cours des sept dernières années pour régler des douleurs au bas du ventre. C'est lorsque le Dr Tu, qui est l'une des seules expertes au Québec surspécialisée en douleurs pelvi-périnéales, lui a demandé si elle avait vécu des expériences traumatiques par le passé que le problème a pu être pris à la base.

«La jeune femme avait été victime d'inceste dans son jeune âge. Aucun des médecins qu'elle avait rencontrés n'avait fait le lien entre ce traumatisme psychologique et ses douleurs physiques. Même chose pour une jeune femme de 21 ans qui était incapable d'uriner. C'est le traumatisme subi lors d'agressions entre 2 et 12 ans qui causent cette dysfonction physique. Elle ne pouvait digérer son problème interne.



IMACOM, VINCENT COTNOIR

Dr Le Mai Tu

Je l'ai alors orientée vers un psychologue», soutient l'eurologue du CHUS.

Elle explique que les études démontrent que près de la moitié des cas de constipation et de diarrhées chroniques et quelque 45 pour cent des douleurs vésicales chroniques seraient reliées à des agressions physiques ou verbales.

«Il faut cesser de penser que les médicaments et les chirurgies peuvent tout guérir. Le processus mental a aussi une certaine influence. Il faut écouter ses patients, car il existe un lien entre les douleurs chroniques physiques et les traumatismes du point de vue psychologique», mentionne le Dr Tu.

Dans le cadre de la semaine thématique sur la sexualité humaine, les étudiants de deuxième année en médecine ont assisté au témoignage de deux victimes d'agression sexuelle, un homme et une femme, en collaboration avec le CALACS de l'Estrie.

«C'est un volet très apprécié des étudiants. Ils sont confrontés directement à des victimes. Notre faculté est l'une des seules à traiter la sexualité humaine sous toutes ses facettes», soutient le Dr Le Mai Tu.

— René-Charles Quirion

Vendredi 23 juin 2006 actualités p. 8

Vendredi 23 juin 2009 actualités p. 7 la Tribune

Cinq écoles secondaires présentent des clips

**RENÉ-CHARLES QUIRION
ET HUGO FONTAINE**

rene-charles.quirion@latribune.qc.ca
et hugo.fontaine@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Marie-Lise Martel, une étudiante de 17 ans du Collège Mont-Notre-Dame, et un groupe de secondaire II de l'école Le Tournesol de Windsor sont les grands gagnants de la première édition du gala Sexe Posé qui clôturait, hier, la semaine de prévention du CALACS de l'Estrie.

La porte-parole du CALACS de l'Estrie, Josée Ancil, explique que le projet présenté aux écoles secondaires de la région visait à sensibiliser les adolescents au phénomène de l'hypersexualisation à travers la production de clips radio et télévisés.

La vidéo de Marie-Lise Martel présentait des photos de jeunes filles trouvées sur Internet, avec à l'avant-plan des énoncés frappants concernant la pédophilie. Le clip audio des jeunes de Wind-

sor faisait entendre une jeune fille qui demandait de la lingerie fine au Père Noël.

Diffusion

Cinq écoles de la région ont répondu à l'invitation du CALACS, dont l'école du Tournesol qui a présenté pas moins de 21 projets.

«Ces projets rejoignent la réforme scolaire car c'est à travers les compétences transversales des cours à l'horaire que le thème de la sexualité a pu être abordé. Nous

voulions obliger les adolescents à se questionner comme jeune, comme individu ou comme milieu scolaire par rapport au phénomène de l'hypersexualisation. Avec la réalisation de ces projets, notre objectif est atteint», explique Josée Ancil.

Les deux clips gagnants seront produits au cours de l'été et diffusés sur les ondes de Génération Rock 104,5 FM pour les extraits radiophoniques ainsi que sur TQS et Radio-Canada Estrie pour la publicité télévisée.

Préoccupés par l'omniprésence du sexe

ALAIN BÉRUBÉ

alain.berube@webdusquebec.com

La sexualisation précoce des jeunes inquiète grandement Catherine Fredette. Cette étudiante du Collège Mont Notre-Dame a même produit un magazine sur ce phénomène, pointant du doigt les images racoleuses véhiculées à la télévision.

La jeune Sherbrookoise de 17 ans a d'ailleurs présenté ses opinions sur le sujet lors du gala « Sexe Posé », hier soir au Vieux Clocher de Sherbrooke.

« Je considère que certains vidéos, films et messages publicitaires proposent une image dégradante de la femme. Ils reflètent des valeurs qui n'ont pas leur place », rappelle-t-elle.

Catherine ajoute que ce ne sont pas tous les jeunes qui partagent cette manière de penser.

« Plusieurs adolescents réalisent qu'il faut revenir à de meilleures relations entre les gars et les filles. Mais il reste plusieurs préjugés à abattre », dit-elle.

Catherine ne veut cependant pas établir de liens directs entre la hausse de viols et l'hypersexualisation des jeunes.



Photo CLAUDE CHÉRIÈRE
Catherine Fredette s'inquiète de la sexualité précoce.

« C'est un facteur qui peut jouer, mais il y a bien d'autres raisons qui peuvent motiver un homme à agresser une femme sexuellement », note-t-elle.

Journée de sensibilisation.

Le gala d'hier soir, qui récom-

pensait les gagnants d'un concours, s'inscrit dans le cadre de la Semaine de prévention et de sensibilisation des agressions à caractère sexuel, pilotée par le CALACS de l'Estrie.

Une journée d'information aura lieu aujourd'hui, de 11 h à 20 h 30, au Carrefour de l'Estrie.

« Le 23 juin est une date symbolique pour nous, car c'est ce jour-là, en 2002, que Julie Boisvenu nous a quittés. Le grand public pourra s'informer sur les ressources disponibles et assister à des démonstrations d'autodéfense », mentionne Josée Anctil, porte-parole du CALACS.

Pierre-Hugues Boisvenu, fondateur de l'AFFAD et père de Julie, applaudit cette initiative.

« L'appui de la population est de plus en plus fort. On ne consacrera jamais trop d'efforts à la prévention des agressions sexuelles », lance-t-il.

L'AFFAD prépare un concert-bénéfice pour le 6 septembre, au Théâtre Granada, avec Dan Bigras en tête d'affiche. Le lave-auto du week-end dernier a permis d'amasser plus de 7400 \$, un record pour cette activité.

Sexual assault prevention week in the Estrie

By Sondip Chatterjee

Danielle Couture, now 48-years-old, only sought help for decades of sexual abuse two years ago. Couture, who was abused very early in her life, grew up only to suffer at the hands of several other attackers.

"As an adult, I lacked self-esteem, I didn't want to live and was used to listening to men," said Couture. "They manipulated me, took me to secluded places, then attacked me."

But the attacks were so horrid that Couture buried these memories into her unconscious. Six years ago, she began having flashbacks of the attacks. But even then, she simply could not believe the attacks actually occurred. She finally consulted a psychotherapist. During her sessions, she was able to recover many memories. She was then referred to Sherbrooke's sexual assault counseling centre for counseling. The Sherbrooke centre is a subsidiary of CALACS (Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel), a rape counseling and prevention organization that has counseling centres throughout Quebec.

"CALACS helped me realize I was not crazy, that these attacks were not my fault," said Couture.

Couture has been a spokesperson for CALACS since then. "One in three women are sexually assaulted during their lifetime, but most don't seek help," continued Couture. "But being able to speak about it is part of the healing process."

For that reason, Couture has devoted an entire week to helping CALACS run the second annual sexual assault awareness and prevention week in the Estrie region. The week culminated in the Es-



PERRY BEAUX/SPICIAL

Women are taught special self-defence tactics to ward off attackers.

years ago. "Men attack women differently than they do other men. There's more grabbing and hair pulling. So women have to learn to defend themselves differently," added LePage's husband Sensei Jean Lauzon, who runs a boys-only martial arts studio. Lauzon supplied the boys who were to be trounced by the girls during the demonstration. Geneviève Desgagné, one of LePage's first students, feels more confident for having learned self-defence.

"My parents enrolled me in the self-defence class as a solution to the fact that I may be attacked one day," said Desgagné.

Pierre-Jughes Boisvenu, father of Julie Boisvenu and founder of the association of families and parents of the abducted or murdered, which goes by the French acronym AFPAD, hosted the event.

Boisvenu highlighted the importance of having an annual sexual assault awareness day. The more attention the issue receives, the more survivors of such attacks will want to come forward and get help.

ANGLOS NOT GETTING SERVICES

Two years ago, CALACS in Sherbrooke decided to allot funding for an anglophone sexual assault counselor. Jo-Anne Anderson, who provides 20 hours of counseling at the Lennoxville Women's Centre.

Unfortunately, no money has yet been allotted for prevention and awareness of sexual assault in the anglophone community.

"There's a growing need for awareness and prevention," said Anderson. "English women seem to be less open than French women. They're more reserved, and it takes them a while longer to come and talk about it."

According to Anderson, the Quebec government has rejected her requests for more funding.

"We really should be getting more money from the government, particularly because the Lennoxville Women's Centre has a mandate to serve the anglophone community in the entire Estrie region."

For now, Josée Antil from the Sherbrooke CALACS responds to requests for awareness and prevention workshops in the anglophone community.

But Anderson feels the Lennoxville Women's Centre, a trusted institution that is celebrating its 25th year of operation, should be able to run its own prevention workshops.

"Women in the anglophone community would rather come to us for info," said Anderson. "There's a trust that has been built over the years." But Anderson is not holding her breath for more money from the government.

\$7,200 for a high school education program geared towards teaching youth about avoiding date rape drugs and other compromising situations.

On Wednesday, CALACS officials went to the University of Sherbrooke medical school to sensitize second year medical students about proper ways to deal with rape victims. The students met with survivors of such attacks.

"The family doctor is often the first person a victim of rape will go to," said Josée Antil, director of prevention and awareness at the Sherbrooke CALACS.

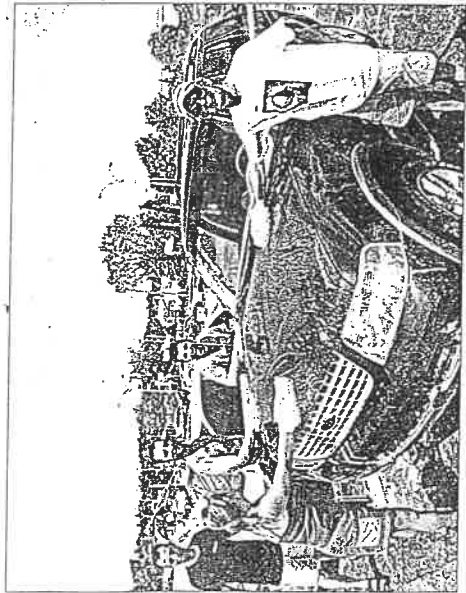
Over the past few weeks, CALACS workers have been visiting high schools in the Eastern Townships asking students to create television or radio clips that raise awareness about the hypersexualization of young people.

On Thursday, CALACS hosted a gala where the best clips were selected. The winners will have their radio clips broadcast on local radio station Generation Rock, and TV clips on TQS and Radio Canada, the last three weeks of August. Each clip will be broadcast 100 times.

"This is great exposure for our cause," said Antil.

All events culminated on Friday, June 23, Sexual Assault Awareness Day in the Eastern Townships. CALACS workers set up information kiosks at the Carrefour de l'Estrie. A group of young women from a local, girls-only martial arts school gave a self-defence demonstration. There was plenty of arm-twisting and flips to go around.

"You can't teach women martial arts the same way you teach men," said Senisei Chantal LePage of her idea to open a girls-only martial arts studio several



PERRY BEAUX/SPICIAL

Last Thursday, CALACS hosted a gala where the best clips were selected.

FUNÉRAILLES DE FAYE GERAGHTY

Parents et amis se recueillent en silence

CLAUDIA TIMMONS

claudia.timmons@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Samedi, parents, enfants et amis s'étaient réunis à l'église anglicane St-George's de Lennoxville pour rendre un dernier hommage à Faye Geraghty, retrouvée morte la semaine dernière dans sa résidence de la rue Speid.

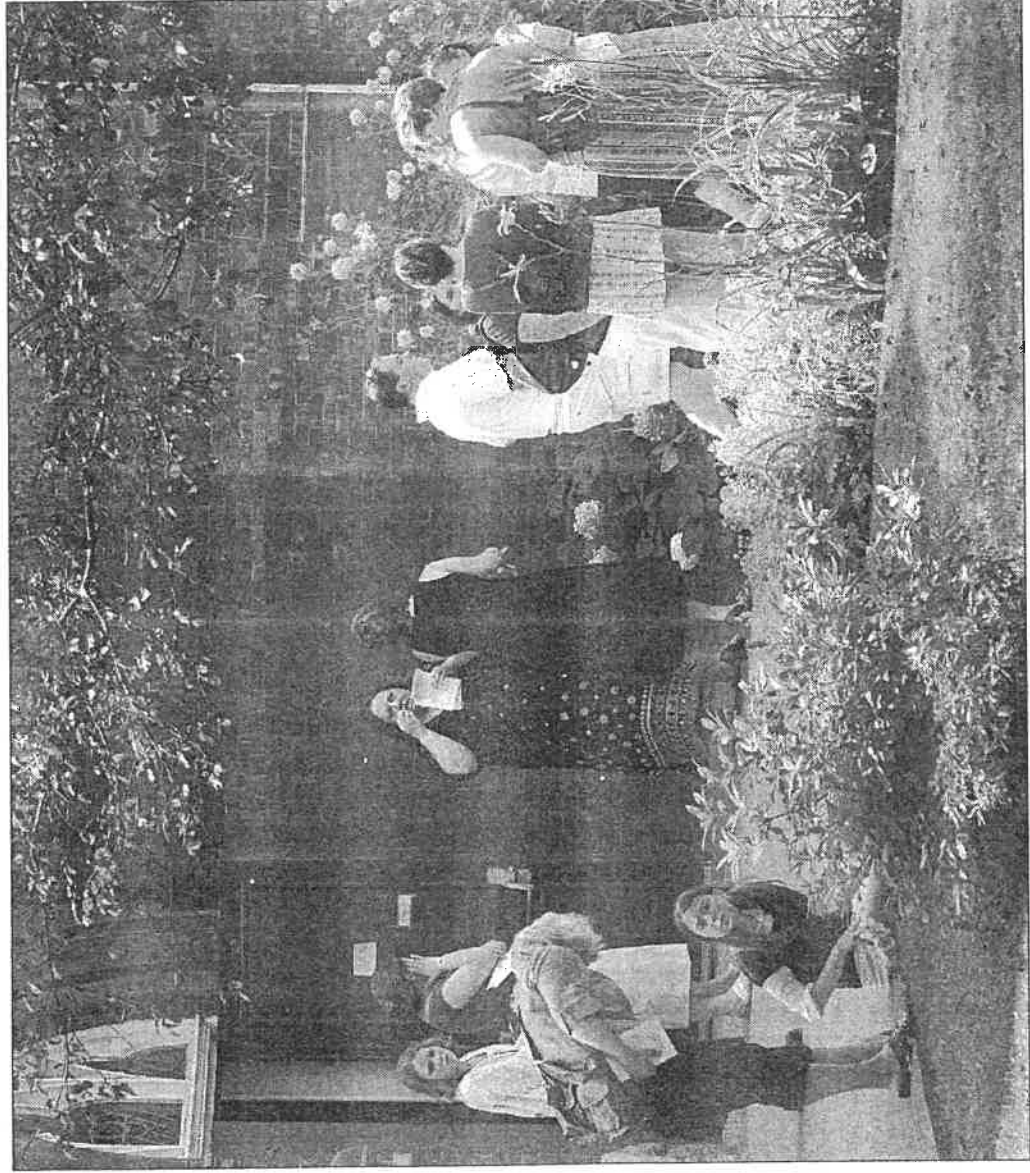
Anéanti par le meurtre d'un de ses membres, la famille a préféré se recueillir dans le silence de la chapelle. Elle n'a fait aucun commentaire sur l'enquête de la Sûreté du Québec, qui suit toujours son cours.

Après une semaine de recherches, les policiers ne détiennent toujours par de suspect dans cette affaire. «On étudie quelques pistes et on attend d'avoir des résultats», mentionne un agent de la SQ.

Parmi la foule venue se recueillir dans l'église, Pierre-Hugues Boisvenu était présent. Comme bien des gens, le fondateur de l'Association des familles de personnes assassinées ou disparues (AFPAD) était venu offrir ses condoléances aux membres de la famille éplorée, mais aussi son soutien.

«L'aut et aussi longtemps que le crime ne sera pas résolu, ça va être très difficile pour la famille. Ils vont avoir besoin de soutien, car c'est la pire des attentes que de ne pas savoir qui est responsable de ce drame», confie-t-il.

«J'ai rencontré le père et la mère de la victime. Ils sont évidemment très affectés, voire brisés par la perte de leur fille. Et pour les en-



IMAGOM, JULIE ROY

C'est dans un silence lourd de tristesse que les parents et connaissances de Faye Geraghty se sont recueillis samedi matin à l'église anglicane St-George's de Lennoxville.



LA TRIBUNE, ARCHIVES

Pierre-Hugues Boisvenu

fants du couple, c'est encore pire. Les adultes sont plus en mesure de rationaliser, révèle le fondateur de l'AFPAD et père de Julie Boisvenu, violée et assassinée en juin 2002. Ce genre d'événement nous ramène un peu à notre propre drame.»

Habitant la Gaspésie, le père et la mère de la défunte, tous deux anglophones, pourront recevoir l'aide du Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) dans leur région et dans leur langue, assure Boisvenu. «On les a mis en contact avec l'association en Gaspésie. Près d'une trentaine de familles anglophones en font déjà partie», précise-t-il.

Rappelons que Faye Geraghty, 35 ans, laisse dans le deuil trois enfants âgés de onze, trois et un ans.

Des publicités d'ados pour les ados

RENÉ-CHARLES QUIRION
rene-charles.quirion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Faire passer le message de prévention de l'hypersexualisation des enfants par des adolescents, voilà ce que propose le CALACS de l'Estrie.

Depuis le début du mois de septembre, les publicités des gagnants du concours «Sexe poser» du Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) sont diffusées sur les ondes de TQS et de G-Rock.

L'idée de Marie-Lise Martel qui étudiait au Collège du Mont-Notre-Dame l'année dernière est diffusée sur les ondes télévisuelles.

Une fillette d'à peine dix ans légèrement vêtue qui se maquille comme une jeune femme dans la vingtaine. Pendant ce temps, les messages de prévention défilent sur les images. «Les vidéoclips, la mode, la publicité et l'absence des parents favorisent la sexualisation précoce des enfants. Indiquez à vos enfants des repères et des limites... Apprenez-leur la portée de leurs vêtements sexy».

«Je voulais toucher les parents des jeunes enfants. La publicité respecte mon idée de base, même si elle a été modifiée un peu. Je ne réalise pas encore que tant de personnes peuvent voir la publicité que

j'ai conçue», mentionne Marie-Lise Martel qui étudie maintenant en sciences humaines au Cégep de Sherbrooke.

La publicité radiophonique a été conçue par quatre élèves de l'école secondaire du Tournesol à Windsor, Catherine Nadeau, Stéphanie Maurice, Raphaël Marcotte et Frédéric Ménard. Ces élèves qui étaient dans le groupe de français de l'enseignante Marie-France Desrochers sont partis d'une démarche qui a été initiée en classe pour concevoir leur publicité.

Le concept tourne autour du Père-Noël qui refuse de donner des vêtements sexy à une fillette de sept ans qui lui en demande pour ressembler à ses idoles.

«Le projet a permis aux élèves une prise de conscience. Je souhaitais les amener à s'informer, réfléchir, prendre position et à agir. C'est un projet qui nous a permis d'appliquer la réforme dans nos cours», explique l'enseignante Marie-France Desrochers.

Les publicités devraient être diffusées une centaine de fois au cours du mois de septembre.

«La conception et la diffusion nous ont été offerts gratuitement par ces deux médias. C'est une belle visibilité qui nous est offerte», explique la porte-parole du CALACS, Josée Anctil.

Le CALACS distribue ses prix

Mercredi 20/09/06 La Tribune



IMACOM JESSICA GARNEAU

Le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de l'Estrie (CALACS) a souligné vendredi dernier le travail de gens extérieurs à l'organisme qui ont déployé, d'une manière ou d'une autre, des efforts pour contrer la problématique des agressions sexuelles.

La NOUVELLE

Le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de l'Estrie (CALACS) a souligné vendredi dernier le travail de gens extérieurs à l'organisme qui ont déployé, d'une manière ou d'une au-

tre, des efforts pour contrer la problématique des agressions sexuelles. Cette cérémonie avait lieu dans le cadre de la Journée d'action contre la violence faite aux femmes.

Le prix jeunesse a été remis à un groupe de cinq élèves de techniques policières au Collège de

Sherbrooke. Jocelyn Rémillard, Olivier Brodeur, Louis-Philippe Dion, Mathieu Grenier et Alan Lapiere ont été récompensés pour leur travail lié au accompagnement offert aux femmes fréquentant le centre-ville de Sherbrooke. Le prix média écrit est allé à Geneviève Proulx, rédactrice en chef de *La Nouvelle*, pour la qualité de plusieurs textes écrits sur le phénomène de la sexualisation des jeunes, pour un texte écrit sur le programme de accompagnement des cinq élèves de techniques policières et pour les articles dénonçant l'utilisation de slogans dégradants par le bar le Well Pub.

Marc Toussaint, de Radio Énergie, a également été remercié pour son implication au lave-auto de la famille Boisvenu. Pour son travail, il s'est vu décerner le prix média électronique.

Le prix Isabelle-Boisvenu a été remporté par Jasmine Noël, coordonnatrice du lave-auto 2006.

Le CALACS a profité de l'occasion pour applaudir le travail de tous les bénévoles impliqués dans la lutte contre la violence faite aux femmes et pour souligner le fait que les subventions sont nettement insuffisantes pour répondre aux besoins de la région.

La Tribune 24/10/06
p 6

Encore d'autres agressions sexuelles

RENÉ-CHARLES QUIRION

rene-charles.quirion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Éric Champagne a plaidé coupable hier à de nouvelles accusations de séquestration et agression sexuelle.

Déjà en attente de sentence dans un dossier semblable survenu au Pétro-Canada situé en bordure de l'autoroute 10 à Magog, Champagne doit retourner devant un psychiatre de l'Institut Philippe-Pinel à Montréal, qui devra ajouter ces nouveaux événements à son rapport afin que Champagne soit reconnu délinquant sexuel à contrôlerez.

Ce sont des comparaisons de l'ADN avec des preuves retrouvées sur les lieux de l'agression d'une adolescente de 16 ans en septembre 2005 derrière la Brasserie Daniel-Lapointe au centre-ville de Sherbrooke qui ont permis de remonter jusqu'à Éric Champagne.

Son avocat Me Joël Bourassa et le procureur de la couronne Me André Campagna ont convenu que le complément d'expertise psychiatrique sera simplement ajouté au dossier déjà devant le tribunal.

Originaire de Sainte-Cécile-de-Milton, Champagne est incarcéré depuis le 11 mai 2006, soit depuis

qu'il a commis les gestes de Magog pour lesquels il a plaidé coupable.

L'homme de 30 ans avait reconnu sa culpabilité à des accusations d'agression sexuelle armée, de séquestration et à deux vols qualifiés. Le principal événement qui lui est reproché était d'avoir séquestré et agressé sexuellement la caissière de la station-service Pétro-Canada, le 10 mai 2006.

Plus tôt lors de cette soirée de printemps, il s'était rendu au dépanneur Huard à Ascot Corner. À cet endroit, il avait pris la caissière à la gorge avant de partir avec le contenu du tiroir-caisse.

mercredi 11
9 octobre 2006
Arrêté en La Tribune
Turquie pour
possession de
pornographie
infantile

ASSOCIATED PRESS
ET PRESSE CANADIENNE

STANBUL — Un enseignant canadien travaillant en Turquie a été arrêté sous des accusations de possession de pornographie infantile. Claude Fortin, âgé de 45 ans et décrit comme professeur de langues étrangères à ENKA, une école privée, a été arrêté vendredi, selon l'agence de nouvelles Dogan.

Le ministère des Affaires étrangères à Ottawa a confirmé l'arrestation du Canadien. Un agent consulaire a été en contact avec l'homme pour lui fournir de l'aide, a fait savoir Catherine Gagnaire à la *Presse Canadienne*.

Selon Dogan, la police a indiqué avoir saisi deux ordinateurs, deux disques durs, 144 disques compacts et 23 grammes de marijuana au domicile du Canadien, et découvert plus de 12 000 images et photos, dont 491 constituaient de la pornographie infantile.

Toujours selon l'agence de presse turque, Fortin aurait affirmé qu'il ignorait que ce qu'il faisait était criminel. D'après l'agence, la police d'Istanbul aurait reçu un tuyau de la part du FBI, qui détenait des informations selon lesquelles Fortin avait téléchargé de la pornographie infantile trouvée sur Internet.

La loi turque prévoit des peines de cinq à dix ans de prison pour possession de pornographie infantile.

Quand parler devient un acte de prévention

RENÉ-CHARLES QUIRION
rene-charles.quirion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Devant la problématique grandissante que constitue la drogue du viol, les intervenants de l'Estrie ont décidé de mettre en commun leur données, afin d'accroître leurs outils de prévention.

Le Service de police de Sherbrooke, le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de l'Estrie (CALACS) et le Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS) ont décidé d'aller plus loin que la réflexion en se donnant les moyens pour dresser un portrait exhaustif de la situation.

«Chacun dans notre milieu nous rencontrons des personnes qui dénoncent des situations reliées à la drogue du viol. Nous détenons chacun de notre côté un portrait morcelé de la situation. En mettant en commun nos informations, nous allons pouvoir mettre en place un portrait concret de la situation», explique la porte-parole du CALACS de l'Estrie, Josée Anctil.

Cette dernière explique que l'agression sexuelle demeure le crime le moins dénoncé. En proposant trois alternatives aux victimes de parler de ce qu'elles ont vécu, les partenaires ouvrent la porte à recevoir le plus d'informations possible.

Premier endroit au Québec

Sherbrooke devient le premier endroit au Québec où les victimes peuvent soit informer le CALACS sans retour à la police au 563-9999, donner de l'information à la police sans porter plainte ou porter plainte au SPS. Ces données seront mises en commun pour permettre de mieux cibler les actions de sensibilisation, de prévention et de répression.

«Donner de l'information devient un outil de prévention. Si personne ne parle, nous ne pouvons faire notre travail. Présentement, les victimes ont le choix de dénoncer ou de



IMAGINER CLAUDE POUJIN

La porte-parole du SPS, Maryse Boulianger, l'enquêteur Marie-Claude Lemay, Josée Anctil du CALACS de l'Estrie et Hélène Forget du CHUS ont présenté un projet-pilote pour lutter contre la drogue du viol.

rien dire. Ce que nous offrons, ce sont trois options de parler de ce qu'elles ont vécu. Nous voulons faciliter le processus en leur permettant d'en parler au CALACS, au CHUS ou à la police», explique Mme Anctil.

Même si les cas de dénonciation sont en hausse au SPS, au CALACS et au CHUS, personne ne peut affirmer que c'est parce qu'il y a plus de cas de drogue du viol ou parce que ce type de crime est davantage dénoncé.

L'enquêteur du SPS Marie-

Claude Lemay explique que le portrait de la situation de la drogue du viol à Sherbrooke permettra de passer des soupçons à des motifs d'approfondir sur les lieux où la drogue du viol peut se trouver à Sherbrooke ou auprès des personnes soupçonnées de l'utiliser.

«Pour mieux travailler»

«Avec davantage d'informations, il deviendra plus facile de faire une preuve d'acte similaire. Ça va nous donner des outils pour mieux travailler. Nous aurons les motifs

pour utiliser des moyens comme des caméras de surveillance ou des agents doubles sur le terrain afin de faire en sorte de diminuer ce type de crime», explique l'enquêteur Lemay.

La principale problématique avec les drogues du viol, c'est que la victime dispose d'un maximum de 16 heures après l'absorption pour qu'un échantillon soit prélevé et révèle sa présence.

«Au CHUS, nous offrons le support médical aux victimes dans le plus grand respect. Elles sont libres

ou non de porter plainte à la police. C'est à elles de faire leur choix», assure Hélène Forget du CHUS.

Des données concernant le portrait des drogues du viol à Sherbrooke seront disponibles dès le mois de mai 2007.

«Si vous avez été victime d'intoxication involontaire ou d'agression sexuelle par drogues du viol à Sherbrooke dans les trois dernières années, il nous fera plaisir de vous accueillir et de remplir cette grille de compliation», mentionne Josée Anctil.

Offensive contre la drogue du viol



IMACOM, CLAUDE POULIN

Le CALACS, le SPS et le CHUS s'unissent pour lutter contre la drogue du viol. Sur la photo, Maryse Boulanger, porte-parole du SPS, Marie-Claude Lemay, enquêteur, Josée Anctil, du CALACS de l'Estrie, et Hélène Forget, du CHUS.



Jonathan

CUSTEAU

jonathan.custeau@latribune.qc.ca

La drogue du viol se retrouve au centre des crimes les moins dénoncés : les agressions sexuelles. Et la problématique continue de grandir. Mais pour lancer une offensive contre ce fléau, trois partenaires de la région ont choisi d'unir leurs forces dans l'objectif commun de dresser un portrait de la situation et de se doter de nouveaux outils de prévention.

Ces partenaires, ce sont le Service de police de Sherbrooke (SPS), le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de l'Estrie (CALACS) et le Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS). «Chacun de notre côté, nous recevons des femmes, et parfois des hommes, ayant été victimes d'intoxication par drogue du viol. Le fait de ne pas travailler en concertation nous donne un portrait morcelé de la problématique. Le projet que nous annonçons vient en partie rectifier

cet état de fait», a indiqué Josée Anctil, porte-parole du CALACS de l'Estrie.

On offrira désormais trois options aux victimes de manière à accumuler le plus d'information possible. Des données officielles seront alors disponibles en mai et septembre 2007, alors qu'un bilan global sera dressé en février 2008.

La première option consiste à contacter le CALACS de l'Estrie, au 819 563-9999, sans que la police n'effectue un retour auprès de la victime. On peut aussi contacter le SPS au 819 821-5555 sans porter plainte ou, finalement, appeler le service de police pour déposer une plainte.

Dans le deuxième cas, les données recueillies pourraient servir éventuellement si la victime se ravisait et choisissait de déposer une plainte.

«Le pas dans ma cour n'a plus sa place parce que sommes tous des maillons de la chaîne de prévention. Ce que nous voulons dire, c'est "Ne restez pas dans le silence". Quand vous en parlez, ça devient un acte de prévention. Si vous ne le dites pas, nous ne serons pas en mesure de faire quelque chose. Nous espérons pouvoir identifier les tranches

d'âge les plus à risque, par exemple, ou les lieux qui posent plus un problème», ajoute Josée Anctil.

Hélène Forget, du CHUS, explique que les victimes qui se présentent au centre hospitalier craignent souvent les maladies vénériennes ou les grossesses indésirées. «Souvent, elles ne savent pas si elles doivent consulter parce qu'elles n'ont pas de preuves.»

Le plus gros problème réside justement dans le fait que les composantes de la drogue du viol ne peuvent être détectées dans le sang que pendant les seize heures suivant son ingestion.

Sans présenter de statistiques claires et sans savoir si le problème est en croissance ou s'il s'agit du nombre de dénonciations qui augmente, Josée Anctil affirme que 2% des appels reçus au CALACS en 2003 concernaient une intoxication à la drogue du viol contre 8% l'année dernière.

«Si vous croyez avoir été victime d'une intoxication involontaire ou de la drogue du viol dans les trois dernières années, il nous fera plaisir de vous accueillir pour remplir une grille de compilation avec vous», conclut Mme Anctil.



Josée Anctil, du Calacs Estrie

PHOTO CLAUDE CHAREST/LE JOURNAL

RECRUESCENCE DU PHÉNOMÈNE DES DROGUES DU VIOL

Un projet concerté permettra de mieux documenter la situation

Le phénomène des drogues du viol serait en recrudescence dans la région de Sherbrooke. La situation est toutefois mal documentée. Dans ce sens, un vaste projet concerté vient d'être mis en

avec le service de police mais sans porter plainte. « Un numéro de dossier sera toutefois attribué à l'événement. Si la victime décide un jour de porter plainte, nous pourrions alors nous en servir », précise Marie-Claude Lemay, du bureau des enquêtes du Service de police de Sherbrooke.

Financement, les victimes des drogues du viol pourront contacter le SPS (514 821-6666) pour porter plainte.

Dès le 1er janvier Les grilles statistiques seront utilisées par les partenaires dès le 1er janvier 2007. « La compilation des données se fera trois fois dans l'année. Ainsi, elles seront disponibles, en mai et en septembre 2008 ainsi qu'au mois de février 2009, pour le bilan final », précise Josée Anctil.

« Peu importe le choix de la victime, l'information sera mise aux partenaires de mieux cibler leurs actions de sensibilisation, de prévention et de répression », insiste la porte-parole du Calacs.

Les responsables du projet demandent aussi aux victimes des drogues du viol au



Marie-Claude Lemay, du SPS.

cours des trois dernières années de se manifester.

« Ces divulgations deviennent en quelque sorte des actes de prévention », affirme Mme Anctil.

LE GHB S'ÉLIMINE RAPIDEMENT, IL EST DONC DIFFICILE À DÉTECTER

Parce que le GHB s'élimine rapidement, il est plus difficile de prouver qu'une personne a bel et bien consommé cette drogue du viol à son insu.

GHISLAIN ALLARD
medic@shs.sherbrooke.ca

Par contre, selon la porte-parole du Calacs Estrie, cette constatation ne doit pas être prise comme une dénonciation de son agresseur. Le GHB n'est plus détectable. Toutefois, les traces laissées par une agression sexuelle le sont. Il est donc important de se soumettre à une troussée médico-légale », insiste Josée Anctil.

Le GHB (Gamma hydroxy butyrate) est actuellement en vente légale dans certains

pays d'Europe. Il est toutefois illégal au Canada et aux États-Unis. En médecine, il est utilisé pour ses effets hypnotiques et anesthésiques d'action rapide. On en fait aussi pour le serrage alcoolique.

Le GHB est rapidement absorbé. Son début d'action est de 5 à 10 minutes. C'est qu'il est utilisé comme drogue du viol.

Il faut également savoir que cette substance est dans la majorité consommée par des gens de façon tout à fait volontaire dans les raves et dans les clubs.

Semblable à l'alcool

Ses effets sont très semblables à ceux de l'alcool : euphorisant au début et dépressif par la

suite. À court terme, la consommation de GHB provoque relaxation, euphorie, sensation d'ivresse, désir de socialiser, désinhibition (sexuel et autres), diminution de l'attention et amnésie.

À plus fortes doses, l'utilisateur peut souffrir de nausées, de vomissements et de difficultés respiratoires, pouvant aller jusqu'à la mort.

Le GHB n'est pas la seule substance servant de drogue du viol. Par exemple, le Rohypnol, une benzodiazépine (tranquillisant) disponible dans plus de 60 pays, dont les États-Unis, a été répertorié comme drogue du viol.

On en profite souvent en soirée.

CHÈQUES-CADEAUX

Livret de 5 pour 98

**UN EXCELLENT CADEAU
À RECEVOIR OU À OFFRIR!**

Pour en savoir plus
 votre ami(e), collègue ou fournisseur, un professeur, à la recherche d'un cadeau
 ou un cadeau d'ambassadeur de votre entreprise ou d'un collègue de la même entreprise.

Pour en savoir plus de 1-877-888-8888, les restaurants McDonald's, les distributeurs de produits de McDonald's, les distributeurs de produits de McDonald's, les distributeurs de produits de McDonald's, les distributeurs de produits de McDonald's.

29 janv 07.

Drogues du viol : les résultats sommaires confirment l'ampleur de la problématique

Campagne de prévention

Depuis la mise en place d'une vaste campagne de prévention en décembre dernier, les résultats sommaires compilés par le Calacs de l'Estrée confirment que les drogues du viol sont devenues une problématique inquiétante dans la région de Sherbrooke.

GHISLAIN ALLARD

redaction.sherbrooke@netdusquebecor.com

« Une semaine après le lancement de la campagne concertée de sensibilisation et de prévention, beaucoup de gens ont communiqué avec nous pour nous livrer de l'information. Ce ne sont pas nécessairement les victimes qui nous ont appelés. Souvent, il s'agissait d'un conjoint, d'une mère ou d'un ami. L'annonce a provoqué une vive réaction dans l'entourage des victimes », soutient Josée Ancitl, du Calacs de l'Estrée.

Selon les chiffres compilés de façon sommaire, environ 80 % des cas de drogues du viol se

sont déroulés dans les bars de la région. Pour le reste, les crimes ont été commis dans des lieux privés.

Soupons sur les employés de bars

Dans un cas, les employés d'un bar auraient versé une substance dans le verre d'une cliente. « Actuellement, nous ne sommes pas en mesure de valider ces informations. Si c'est vrai, nous serons obligés de revoir notre approche. Jusqu'à présent, nous disons aux femmes de n'accepter un verre que des mains d'un serveur ou d'un tenancier. S'il s'agit d'une réalité, nous devrons ajuster certaines de nos consignes », souligne la représentante du Calacs.

Au cours des trois dernières années, le pourcentage d'appels au Calacs à propos des drogues du viol est passé de 2 % à 8 %. « Chaque année, nous observons une augmentation de 50 %. Il faut toutefois préciser qu'il ne s'agit pas

d'un phénomène nouveau. Dans les années 1970, bien des femmes ont été agressées après avoir consommé du LSD de façon involontaire. L'alcool a souvent servi de drogue du viol. Au départ, il est vrai que les femmes le consomment de façon volontaire. Ensuite, l'inscience peut s'installer », ajoute Mme Ancitl.

« Lorsque les médias répètent que la problématique passe uniquement par le GHB, nous entretenons un mythe. Par exemple, les benzodiazépines (Ativan) peuvent également servir de drogue du viol », insiste la porte-parole du Calacs.

Rappelons que la campagne concertée de sensibilisation et de prévention regroupe le Calacs, le CHUS et le Service de police de Sherbrooke. Elle permettra d'offrir un support aux victimes et de dresser un portrait unifié de la situation. Les premières statistiques seront publiées au mois de mai.



Photo ARCHIVES

Josée Ancitl, du Calacs de l'Estrée.

Le GHB est-il la drogue la plus utilisée ?

Lors d'agressions sexuelles

D'une façon assez surprenante, le GHB n'a été détecté que dans 3 % des échantillons prélevés chez les victimes d'agression sexuelle. Cette donnée ébranle la croyance populaire.

« Certaines substances peuvent être utilisées dans le but de pétrer une agression ou tout autre crime. Ces drogues sont administrées à l'insu de la victime, principalement pour leurs effets amnésiants, sédatifs ou hypnotiques. Selon la croyance populaire, les drogues communément appelées « drogues du viol » sont le GHB et le

Rohypnol. Ces substances peuvent être décelées jusqu'à un délai approximatif de 8 à 12 heures dans le sang et de 24 à 72 heures dans l'urine »,

explique Carole Pécelet, chimiste et toxicologue au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale de Montréal, publiée dans le dernier numéro de L'Écho-Toxico (vol. 17, no. 1),

zodiazépines (Ativan, Rivotril et Sérax) qui ont été détectés le plus souvent.

« Le GHB a été mis en évidence dans seulement 3 % des échantillons, alors que le Rohypnol n'a été décelé que dans 0,3 % des cas. D'autres études aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Australie et en France ont démontré des résultats similaires », constate Mme Pécelet.

De façon volontaire

Selon elle, dans les seuls cas où le GHB a été décelé au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale, la victime avait consommé le dépressif de façon volontaire. D'ailleurs, dans la majorité des cas, la victime s'était présentée moins de 48 heures après l'agression.

Contrairement à une autre croyance populaire, ce type de soumission chimique pouvant mener, entre autres crimes, à une agression sexuelle, se produit majoritairement dans des lieux privés.

Qu'en pensez-vous ?

<http://www.journaldesherbrooke.ca/noe.ca>

GHISLAIN ALLARD

redaction.sherbrooke@herbrooke.ca



Le lieutenant Marie-Claude Lemay, du SPS, la porte-parole du CALACS, José Anctil, de même que Hélène Forget, du CHUS, sont très satisfaites des premiers mois de collaboration entre ces trois partenaires.

DROGUE DU VIOL

Les partenaires passent à la prévention

RENÉ-CHARLES QUIRION
rene.charles.quirion@shbrooke.qc.ca

SHERBROOKE — Après avoir mis en place une entente qui permet de dresser un portrait de la situation de la drogue du viol à Sherbrooke, le partenariat entre le Service de police de Sherbrooke, le CHUS et

le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) permet de s'attaquer à la prévention à la source.

« Nous sommes capables de cibler les milieux et de faire de la prévention. Les cas d'agressions sexuelles avec drogue du viol ne surviennent pas que dans les bars du centre-ville ou dans les parcs d'arrondissement, il y a des personnes qui peuvent aussi être ciblées, explique le porte-parole du CALACS, José Anctil.

Au cours des prochains semaines, les tenanciers de bars pourraient être mis en contribution.

« Ce sont des personnes qui sont sur le terrain. Ils doivent être sensibilisés à la façon de détecter les filles intoxiquées et à comment intervenir avec elles. Il faut voir comment nous pouvons les outiller », mentionne José Anctil.

Ces personnes insistent aussi sur le fait de ne pas s'offrir de se supporter mutuellement.

« On doit être sensibilisés au fait de sortir, de bouger et de rentrer à la maison en groupe. Nous devons veiller sur la protection de l'un et de l'autre en portant attention aux comportements de nos amis. Il faut éloigner le mythe qu'en surveillant soigneusement son verre, on est en sécurité. Ça ne fonctionne pas. Ça a déjà introduit trop de personnes qui n'arrive dans vos maisons, prévient l'enquêteuse Marie-Claude Lemay du SPS.

Josée Anctil mentionne que la beauté de ce partenariat entre les trois organismes est de mettre en commun leurs informations. Le projet a d'ailleurs reçu une subvention de 2500 \$ de la Ville de Sherbrooke.

Nous avons obtenu toutes les données des cas qui nous sont rapportés. Nous reconnaissons la spécificité de chacun, ce qui enrichit notre cueillette d'informations sur le phénomène. Les trois partenaires ont le réflexe d'utiliser ce qui a été proposé, mentionne la porte-parole du CALACS.

Au CHUS, le partenariat entre les deux organismes a permis d'identifier des personnes à cibler à cette cueillette d'information.

« Lorsque l'on fait face à des cas où les personnes auraient été victimes de drogue du viol, on les répertorie. Même si nous n'en retrouvons pas de trace, ça ne veut pas dire que la personne n'a pas été victime. Le personnel a embarqué dans ce partenariat car nous trouvons ça très utile », explique Hélène Forget du CHUS.

Du côté du CALACS, les organismes partenaires ont permis de mieux le regroupement des organismes communautaires de l'Estrie. Urgence-Déresse, le CJSQ ont tous été sensibilisés aux objectifs du projet.

« Lorsqu'une intervention est déjà entreprise avec une personne et qu'un lien de confiance est établi à la suite d'une agression sexuelle, nous demandons aux intervenantes de faire la démarche de répertorier l'événement », soutient José Anctil.

Offre de durée limitée!

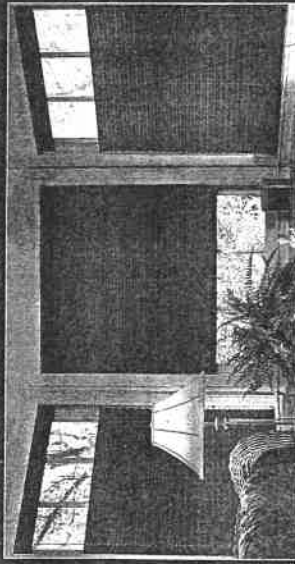
L'offre prend fin le vendredi 30 mars 2007.

Installation gratuite

pour les stores sur mesure Hunter Douglas[®], Levolor[®] et Shade-O-Matic[®]

Installation de base gratuite avec achat de plus de 500 \$ de stores sur mesure.

* Exclusion des personnes, des modèles motorisés, inclinés et de forme spéciale. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre promotion.



Centre du foyer.

1-800-590-8676

Des produits et services de haute confiance[™]. Pour un devis à domicile, sans obligation, passez à votre magasin Sears ou téléphonez.

Sears répare et entretient la plupart des marques de gros appareils ménagers. Sears fera faire l'installation par des entrepreneurs qualifiés.

Les offres se appliquent aux seuls centres de Sears. Elles ne peuvent être combinées à aucune autre remise ou promotion.

Dans certains marchés seulement. Licence RBC: 281-5924-64

Membre du Groupe Sears Canada Inc.



Utilisez votre carte Sears ou votre carte MasterCard[®] Sears et obtenez des points à chaque achat.

Sears

La belle vie à bon prix.SM

22223

DANS LE SILLAGE DE LA SENTENCE DE 21 MOIS DE PRISON IMPOSÉE À L'ABBÉ PICHETTE

Se réappropriier son chemin...

Aux victimes de l'abbé Pichette et à toutes les victimes d'agression sexuelle.

Depuis quelques années, l'actualité nous met en contact constamment avec la problématique des agressions à caractère sexuel. Qu'il s'agisse d'adultes ou d'enfants, des personnes handicapées, des femmes ou des plus jeunes. Et tout commence en choquant.

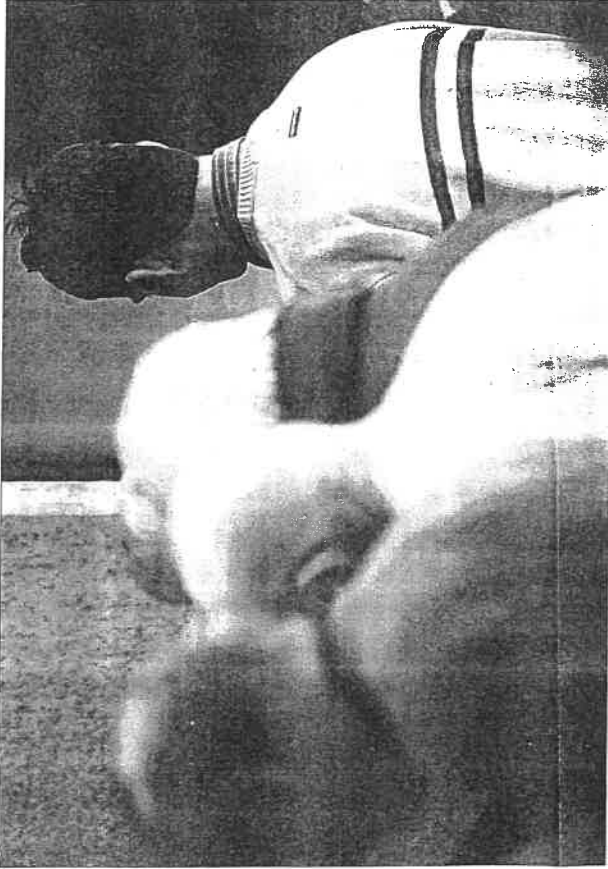
Mais la réalité de ce problème social réside encore beaucoup trop méconnue, et surtout, les préjugés encore entretenus continuent de faire porter le blâme aux victimes. De plus, ces mêmes préjugés déresponsabilisent l'agresseur des gestes posés et, surtout, de leurs conséquences à long terme. On s'en sort, mais les victimes savent le chemin qu'elles doivent se réapproprier pour continuer leur vie normale. Parfois, c'est la déroute. Le chemin de la reprise de pouvoir est quelquefois plus ardu. Mais plusieurs parviennent à redonner un sens à leur vie et à reprendre leur envol.

Il est important de dénoncer ces situations à la mesure que l'on choisit. Il faut respecter le choix de la personne. Pour certaines, c'est le silence. Pour d'autres, c'est l'ouverture dans leur petit milieu. Une partie d'entre elles choisissent la poursuite de relation d'aide (CAS, CASP, etc.) ou de soutien (groupes d'entraide, etc.). Quelques-unes choisissent de confronter l'agresseur et de s'ouvrir dans la famille.

Et pour certaines autres, le processus judiciaire est la réponse. Peu importe son choix, la personne qui a été victime vit un besoin de reconnaissance de ce qu'elle a vécu. Besoin que l'on reconnaisse cette injustice et qu'elle puisse avoir un impact positif sur sa vie. C'est pourquoi il est si important de reconnaître l'importance du jugement de l'abbé Pichette. Et dans la situation de l'abbé Pichette, l'Église devrait le comprendre.

Limites de la justice

Le processus judiciaire, lui, vient donner une approbation sociale à cette reconnaissance. Dans le cas des victimes de l'abbé Pichette, une reconnaissance sociale a été favorisée. L'abbé Pichette a été reconnu coupable. Là où les autres sont restés sur le plan de la sentence. Ce n'est pas une justice humaine mais une justice d'homme qui a beaucoup de limites au regard de ce crime qu'est



AGRESSION SEXUELLE - MARC PICHOT

Pour avoir abusé sexuellement de cinq garçons et trois filles sur près d'un quart de siècle, l'abbé Daniel Pichette a été condamné à 21 mois de prison ferme, le 11 janvier. La salle était bondée, le jour du prononcé de la sentence au palais de justice.

l'agression sexuelle. La sentence ne semble jamais à la hauteur de la faute. Parfois, même la peine semble minimiser l'impact des faits et à des gens qui croient, et qui ont une grande majorité de la population, que la reconnaissance et l'approbation sociale n'ont pas de sens.

Que faudra-t-il faire pour être entendu et pendant combien de temps encore donnerons-nous nos enfants en pâture aux loups? Parce qu'une majorité de ces agressions sont commises sur des enfants. Dites-moi quelque chose, comment? Parce que les enfants ne sont pas des adultes. Les ressources pour les enfants sont inexistantes, et les suivis pour les enfants ne sont pas adaptés. Chaque fois que nous sommes impliqués dans un cas comme celui de l'abbé Pichette, nous sommes confrontés à un problème de connaissance de ce qu'elle a vécu. Besoin que l'on reconnaisse cette injustice et qu'elle puisse avoir un impact positif sur sa vie. C'est pourquoi il est si important de reconnaître l'importance du jugement de l'abbé Pichette. Et dans la situation de l'abbé Pichette, l'Église devrait le comprendre.

L'archevêché a-t-il une responsabilité?

Je suis une des trois personnes travaillant pour la Jeunesse évangélique catholique (JEC) qui ont signé une lettre adressée à l'archevêché des soupçons d'abus sexuels et de manipulation affective que nous entretenions vis-à-vis de Daniel Pichette. C'était en 1967. Nous avons alors demandé que ce dernier soit retiré du milieu des jeunes.

Plusieurs années qui nous virent amenés à porter plainte sur des prêtres, se passait au camp d'été grand-avancé des jeunes. Nous étions adultes très inquiets des dangers encourus par les jeunes, garçons et filles.

Qu'en est-il de la responsabilité de l'archevêché? Car c'est bien cette institution qui détenait le pouvoir de maintenir un prêtre dans sa fonction ou de l'en retirer. Qu'a-t-elle fait

de pouvoir. Celle de dire non, de mettre des limites, de se réapproprier sa confiance et son estime.

Réapprendre à habiter son corps et aussi développer la capacité de faire de bons choix dans le présent et dans le futur. L'Église combat un besoin spirituel et nécessaire et nécessaire à toute société. Mais l'Église a un code de déontologie dans ses pratiques, à un processus de plainte transparent pour les victimes et à des sanctions à l'égard de ceux et celles qui, bien qu'agissant en son nom, contreviennent aux valeurs qu'elle veut promouvoir. Dans les cas comme celui de l'abbé Pichette, nous sommes confrontés à un problème de connaissance de ce qu'elle a vécu. Besoin que l'on reconnaisse cette injustice et qu'elle puisse avoir un impact positif sur sa vie. C'est pourquoi il est si important de reconnaître l'importance du jugement de l'abbé Pichette. Et dans la situation de l'abbé Pichette, l'Église devrait le comprendre.

Josée Ancillotti

Responsable de la prévention/sensibilisation CALVOS DE L'ESTRA

Et le pardon?

Selon le dernier verdict du juge, l'abbé Daniel Pichette doit purger une sentence de 21 mois de prison pour «épouser ses gestes de pédophilie».

Se nombreuses victimes lui en veulent et se surprennent de ce jugement pas assez sévère pour des défaits scandaleux.

Selon l'abbé André Gauthier, l'Église a relevé de ses fonctions sacerdotales au cours des 25 dernières années par une lettre officielle.

En fait, l'abbé Pichette s'est amoné et a vécu dans l'oubli. On ne lui a rien dit au bien autour de lui, ni a révélé un prêtre de ma connaissance.

Réflexion faite, a-t-on pensé au pardon, Sherbrooke

l'Église face à ces questions si un jour ils avaient à s'en plaindre.

En traitant ses cas d'agression sexuelle à la pièce, en adoptant une position ambiguë ou en gardant une silence qui laisse place à toutes sortes d'interprétations, cette Église ne travaille pas avec et pour une société plus humaine. Elle nous livre de ses plus belles contributions. Elle nous livre des hommes qui sont des héros. Elle nous livre des hommes qui sont des héros. Elle nous livre des hommes qui sont des héros. Elle nous livre des hommes qui sont des héros.

Josée Ancillotti

Responsable de la prévention/sensibilisation CALVOS DE L'ESTRA

sommes-nous capables d'oublier une si grave offense qui nous a meurtris? N'oublions pas que nous sommes dans une grande miséricorde de Dieu.

La tolérance est tellement importante pour pardonner une offense.

Je compatis avec les victimes. L'une d'elles, un homme répondant aux questions des journalistes à la télévision a proposé de la sentence de l'abbé Pichette, à répondre: «Je lui pardonne et je vais prier pour lui.»

Le pardon existe, en voilà une preuve! Jacqueline Lanctôt Lemieux, Sherbrooke

La prévention d'agression: plus simple qu'on le croit

MARIE-CHRISTINE BOUCHARD
marie-christine.bouchard@la Tribune.qc.ca

SHERBROOKE — Pour éviter des agressions qui pourraient dégénérer et causer de graves séquelles aux victimes féminines, des trucs simples peuvent faire toute la différence. C'est pour éviter que des drames aussi sordides que le meurtre de Julie Boisvenu ne se reproduisent que le CALACS-Estrie et l'école d'autodéfense Omna no dojo ont donné quelques leçons à des mères et à des filles du Collège Sacré-Coeur, cette fin de semaine, lors d'une campagne de financement sexuelles du CALACS.

«L'argent amassé nous permettra d'aider des femmes qui n'en ont

pas les moyens à suivre des cours d'autoprotection», a souligné Josée Ancitl, responsable de la prévention et de la sensibilisation au CALACS-Estrie.

Sous le thème «mère et filles», les femmes étaient invitées à participer à deux formations de quelques heures, l'une le matin, l'autre en après-midi. Un beau cadeau à se faire, a avoué celle qui dispensait les cours, l'entraîneuse de karaté Chantal Lepage: «La fille se sentira plus en sécurité et aura moins de craintes lorsqu'elle sortira. De son côté, la mère dormira beaucoup plus tranquille quand elle saura que sa fille est dehors, parce que ces techniques peuvent faire toute la différence dans une tentative d'agression».



IMAGINER MAXIME PICARD

L'entraîneuse Chantal Lepage et Jean Lauzon montrent à leurs élèves comment se sortir d'une prise d'étranglement. «C'est paniquant que quelqu'un nous prenne à la gorge, mais c'est fou comme c'est facile de s'en sortir», a assuré Mme Lepage.

Un geste, une différence

En matinée, les femmes étaient d'abord invitées à se questionner sur leur confiance en elles. Puis, que l'agresseur cherche à obtenir et pour rapidement et facilement et non pas une lutte, l'assurance peut tout changer. Le port d'épaules, par exemple, change tout de l'apparence d'une personne.

«Quand on a la tête bien droite, notre regard porte plus loin et on obtient aussi une meilleure vision périphérique, ce qui permet notamment de déceler les dangers plus facilement», a aussi cité en exemple Josée Ancitl.

Ensuite, les femmes ont été informées de ce que pouvaient représenter leurs frontières, communément appelée «la bulle». «La distance sécuritaire, c'est à peu

près l'équivalent d'une jambe et non pas celle d'un bras, comme on le pense souvent. La petite différence entre les deux est très importante, parce qu'elle empêchera que l'agresseur soit suffisamment près pour agripper la femme par une simple extension de son bras», a ajouté Mme Ancitl.

La partie suivante de la formation représentait un grand défi pour les filles qui, sans doute par leur éducation, ne sont pas habituées de crier, de s'affirmer, d'exposer très clairement leurs limites.

«On doit apprendre à crier des choses comme Non! Arrête! Ça va faire! Dans certains de mes cours, j'ai vu des femmes prendre jusqu'à six mois avant d'être capable de crier fort et se mettre à pleurer après avoir crié, tant elles se sen-

taient mal de s'affirmer», a spécifié Chantal Lepage.

Éviter le pire

Et si cette kyrielle de petits trucs ne fonctionnait pas, le pire peut encore être évité. Nul besoin d'être forte, musclée ou armée d'un couteau de chasse pour avoir le dessus sur son agresseur lors d'un corps à corps, loin de là!

«J'ai développé de nombreux trucs vraiment simples pour les femmes: comment réagir si on se fait tirer par les cheveux, si l'agresseur nous plaque au sol, si l'agresseur nous étrangle... Ce sont des méthodes simples et rapides que le corps peut mémoriser facilement et qui peuvent faire une immense différence dans l'issue d'une agression», a relaté Chantal Lepage.

LOTTO QUÉBEC Résultats des tirages du: 2007-03-11 649 09 18 28 24 02 03 09 21 37 42 49 19 37 43 49 21 49 79 49 21 *décomposable dans les deux sens		LOTTO QUÉBEC Résultats des tirages du: 2007-03-10 49 02 03 09 21 19 37 43 49 21 49 79 49 21 *décomposable dans les deux sens	
ASTRO Jour - Mois - Année - Signe 04 AOÛT 46 VIERGE		ASTRO Jour - Mois - Année - Signe 21 NOVEMBRE 91 CAPRICORNE	
LOTTO QUÉBEC Résultats des tirages du: 2007-03-11 649 09 18 28 24 02 03 09 21 37 42 49 19 37 43 49 21 49 79 49 21 *décomposable dans les deux sens		LOTTO QUÉBEC Résultats des tirages du: 2007-03-10 49 02 03 09 21 19 37 43 49 21 49 79 49 21 *décomposable dans les deux sens	
LOTTO QUÉBEC Résultats des tirages du: 2007-03-11 649 09 18 28 24 02 03 09 21 37 42 49 19 37 43 49 21 49 79 49 21 *décomposable dans les deux sens		LOTTO QUÉBEC Résultats des tirages du: 2007-03-10 49 02 03 09 21 19 37 43 49 21 49 79 49 21 *décomposable dans les deux sens	

La Tribune, Samedi 31 mars 2007

Actualités / 27

Le mouvement PÉPINES remet ses prix Aequitas

ALBERT BÉRUBÉ

albert.berube@la Tribune.qc.ca

SHERBROOKE — Une élève de 3e secondaire du Collège Mont Notre-Dame, Charlotte Comtois, est devenue cette semaine la première récipiendaire du prix Aequitas de la relève remis par le mouvement de Promotion des Estriennes pour initier une nouvelle équité sociale (PEPINES).

Depuis trois ans, cette élève s'implique dans son école dans de nombreux projets de bénévolat, dont Amnistie internationale, en plus de participer à des activités moussant la justice sociale.

L'organisme PEPINES, qui existe depuis 15 ans, en était à sa cinquième remise de prix Aequitas.

Les récipiendaires des autres prix remis cette année sont Josée Anctil et Micheline Roy, dans la catégorie «individu». Mme Anctil est responsable de la prévention au



Charlotte Comtois

Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, tandis que Mme Roy, directrice générale



Josée Anctil

rale du Cégep de Sherbrooke, a été honorée pour divers gestes posés en faveur de l'équité entre hommes



Micheline Roy

et femmes.

Dans la catégorie «organisation», le prix Aequitas est allé à Québec

solidaire en Estrie. Fondé il y a un an, le parti politique a incité les femmes à s'impliquer dans les instances décisionnelles.

Un hommage posthume a été rendu à la Magogoise Kathleen Milne, une ardente promotrice de l'amélioration de la condition de vie des femmes.

Près de 150 personnes ont participé à la soirée des prix Aequitas, mardi, à La Toque Rouge. Au cours de l'événement, un cellier contenant 50 vins sélectionnés par le sommelier Alain Bélanger a été tiré; Claire Denis, d'Ascot Corner, a remporté ce prix d'une valeur de 2200 \$. Le 2e prix, un forfait de 400 \$ à l'Auberge Aux 4 saisons d'Orford, est allé à Micheline Dumont; et le 3e prix, un certificat cadeau de 250 \$ pour la Boutique des métiers d'art de l'Estrie, a été raflé par quatre personnes: Daniel Richard, Marc Desrosiers, Philippe Parenteau et Valérie Morin.

Mardi 27 mars 2007

Actualités / 7

Le CALACS se dissocie d'affiches dénonçant la pédophilie



RENÉ-CHARLES QUIRION

rene-charles.quirion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) de l'Estrie se dissocie d'affiches placardées à Sherbrooke l'associant à une campagne de dénonciation de la pédophilie.

Le CALACS ne fait pas de dénonciation de ce type où la photo d'une personne est insérée pour dénoncer.

La porte-parole du CALACS, Josée Anctil, rappelle que l'organisme a comme mandat de venir en aide aux femmes et aux adolescentes victimes d'agressions et non de faire le suivi concernant les délinquants sexuels. Dans le vocable qu'il utilise, le CALACS ne parle pas de pédophilie, mais d'agresseurs sexuels.

Les personnes ont aussi utilisé de façon erronée l'acronyme du CALACS en parlant de «La CALACS». Cet organisme estime qu'il est important de prendre position concernant une telle question, mais qu'elle doit se faire dans le respect des lois et des droits en vigueur.

Le CALACS mentionne que, si on veut obtenir l'aide en lien avec son vécu ou celui de son entourage, on peut appeler au 819-563-9999.

jeudi 29 mars 2007

Deuxième édition du gala « S'exposer »

RENÉ-CHARLES QUIRION
rene-charles.quirion@la Tribune.qc.ca

SHERBROOKE — Le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de l'Estrie (CALACS) revient avec son gala « S'exposer ».

Ouvert aux élèves du secondaire, ce concours a pour objectif d'inciter les adolescents à réfléchir au modèle de sexualisation qui leur est présenté.

Les adolescents sont invités à concevoir des clips radio, pour la télévision ou une affiche avec un slogan de sensibilisation sur leur perception du phénomène.

Le concours, qui est ouvert jusqu'au 20 avril prochain, culminera par la grande finale qui aura lieu lors d'un gala qui se déroulera le 24 mai prochain au Vieux clocher de Sherbrooke.



ARCHIVES LA TRIBUNE-CLAUDE FOUL

Josée Anctil, porte-parole du Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de l'Estrie (CALACS).

Les travaux des gagnants seront rendus publics et serviront dans le cadre d'une campagne de sensibilisation.

Les clips radio et les capsules télé doivent être d'une durée de 30 secondes. Quant aux affiches, elles doivent être réalisées en grandeur 11X17 et accompagnées d'un slogan de sensibilisation au phénomène de l'hyper sexualisation précoce chez

les jeunes.

Lors de la première édition du concours l'année dernière, un total de 35 projets ont été soumis au jury.

Les travaux doivent être soumis au C.P. 1594, Sherbrooke, Québec, jeunes.

JIH 5M4.

Les personnes qui désirent avoir davantage d'informations peuvent s'adresser à la direction de leur école, au conseil étudiant, à leurs enseignants ou à leur maison des

ANNEXES